

Liste des auteurs

Stephen Baghdiguan

Professeur des universités, Institut des sciences de l'évolution, Montpellier, université de Montpellier, Cnrs, EPHE, IRD, Montpellier, France. Enseigne la biologie cellulaire et l'histoire de la biologie à l'université de Montpellier. Poursuit des recherches sur l'homéostasie adaptative à la racine des métazoaires et sur l'architecture des épithéliums monostratifiés, par des approches alliant biologie cellulaire et physique mathématique.

Nicolas Bareït

Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, membre de l'Institut Fédératif de recherches sur les transitions juridiques. Soucieux de mettre en œuvre une démarche transdisciplinaire, il étudie les relations entre le droit et la littérature, en particulier les représentations juridiques dans le roman policier à énigme.

Marie Baudel

Docteure en droit public, qualifiée aux fonctions de maître de conférences. Elle est l'auteure d'une thèse intitulée « Droit international et santé mentale ». Ses recherches portent sur le droit international de la santé et le droit de la fonction publique.

Jean-Benoist Belda

Docteur en droit, thèse ayant comme objet d'étude le discours sur l'office de la Cour de cassation. Enseignant-chercheur en droit privé et sciences criminelles, Université catholique de l'Ouest (Nantes) & Sciences Po (Paris).

Stefano Berlin

Responsable commercial Imacare srl impresa benefit (Italie). Depuis 2013 suit le secteur des mutuelles santé et du Welfare d'entreprise en Italie, ainsi que le développement de projets pour le grand âge et la perte d'autonomie.

Hubert Blain

Professeur en gériatrie. Formé en médecine interne, il est chef du pôle de gérontologie du CHU de Montpellier et spécialiste des troubles de la marche et du covid du sujet âgé.

Katarzyna Blay-Grabarczyk

Maître de conférences HDR, directeur-adjoint de l'Institut de droit européen des droits de l'homme (IDEDH), Université de Montpellier.

Mélissa Bouchard

Doctorante à l'Institut d'histoire du droit (UR-UM 206), université de Montpellier. Achévant cette année sa thèse sur « La place de la victime dans le procès pénal sous l'égide du Code d'instruction criminelle » sous la direction du professeur Pascal Vielfaure, Mélissa Bouchard a suivi un Master en Droit privé général ainsi qu'en Histoire du droit à la Faculté de droit et de Science politique de Montpellier. Dans le cadre d'un contrat doctoral puis de postes d'ATER, elle a assuré des enseignements en Histoire du droit dans cette même faculté.

Magali Bouteille-Brigant

Maître de conférences HDR à la faculté de Droit du Mans. Elle est également membre du conseil d'orientation de l'Espace de réflexion éthique des Pays de la Loire et du Groupe éthique du centre hospitalier du Mans. Ses travaux portent essentiellement sur les grandes classifications du droit, plus particulièrement sur la distinction des personnes et des choses, ainsi que sur les Droits de la santé, du numérique et du vivant. Ses travaux sur la personnalité juridique, notamment l'article « Repenser la distinction des personnes et des choses », publié au sein des *Mélanges en l'honneur de Marie-Laure Mathieu* (Larcier, 2019, p. 89 et s.), l'ont conduite à s'intéresser à la qualification de différentes entités, notamment les robots ou les animaux.

Jean-François Bregi

Professeur émérite, faculté de Droit et de Science politique, Université Côte d'Azur.

Stéphane Brena

Maître de conférences HDR en droit privé, Directeur de l'Institut de droit des affaires internationales (IDAI) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne au Caire (Égypte). Codirecteur du Master droit des assurances de Montpellier.

Charlotte Broussy

Maître de conférences en Histoire du droit à l'université de Montpellier. Spécialisée en histoire du droit privé, elle dispense notamment des enseignements en histoire des sources du droit, en histoire des institutions ainsi qu'en histoire du droit des obligations à l'occasion desquels elle a su apprécier et approfondir ses connaissances en histoire des institutions de l'Antiquité romaine.

Uwe Brunn

Maître de conférences en Histoire du Moyen Âge à l'université Paul-Valéry Montpellier III, membre du Centre d'Études médiévales de

Montpellier (CEMM), EA 4586. Domaines de recherche : Hérésie et ecclésiologie médiévales.

Anne Buttard

Maître de conférences en Économie au sein de l'UFR Droit, Sciences économique et politique de l'Université de Bourgogne, rattachée au LEDi (Laboratoire d'économie de Dijon) et membre associé du CREGO (Centre de recherche en gestion des organisations).

Michel Caillol

Docteur en médecine (chirurgie orthopédique), Docteur en philosophie (éthique et politique), Exécutive Master IEP-Paris (Gestion et Politiques de santé). Membre de l'équipe pédagogique de l'espace éthique PCA-Corse. Fondateur et président de Médecine éthique (organisme de formation en éthique médicale et hospitalière) – caillolmichel@gmail.com.

Raphaël Chancel

Interne en psychiatrie au CHU de Montpellier-Nîmes. Titulaire d'un Master 2 Recherche en biologie de la santé, il est également spécialisé en psychiatrie de la personne âgée.

Grégory Caumes

Directeur adjoint de l'Ordre national des infirmiers.

Philippe Courtet

Psychiatre, professeur des universités, praticien hospitalier, urgence et post-urgence psychiatrique, CHU Montpellier et IGF, Université de Montpellier, Cnrs, Inserm, Montpellier, France.

Fanny Dronneau

Doctorante, École de Droit de la Santé, UR-UM 206, attachée aux affaires médicales du Centre hospitalier de Narbonne. Le sujet de thèse porte sur l'appréhension juridique du suicide.

Juliette Dugne

Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles, à l'université de Haute-Alsace. Chercheuse associée au Centre européen de recherche sur le droit des accidents collectifs et des catastrophes. Chercheuse rattachée à l'École de Droit de la Santé de Montpellier. Rédactrice en chef de la revue *Droit & Santé*.

Bernard Durand

Professeur émérite, UR-UM 206, université Montpellier. Professeur d'histoire du droit, agrégé en 1970, enseignant à Perpignan, Dakar, Montpellier, membre de conseils scientifiques (Cnrs, AUF...), responsable des relations internationales de 1999 à 2010, nombreuses missions en Afrique et dans le monde, auteur d'ouvrages en histoire du droit : 5 ouvrages, 24 ouvrages dirigés ou en collaboration, 140 articles en droit pénal, droit d'Outre-mer, droit musulman, droit international de la mer.

Sylvain Fournier

Docteur en droit, mention Histoire du droit et des institutions. Ses centres d'intérêts le portent vers l'Histoire du droit public et des institutions, mais également vers l'Histoire de la doctrine pénale de l'Ancien Régime.

Clément Girardot-Llamas

Doctorant contractuel – Droit privé et sciences criminelles axe droit de la santé à l'Institut François Génie.

Vincent Girin

Doctorant au sein de l'École de Droit de la Santé, UR-UM 206, faculté de droit et de science politique, Université de Montpellier.

Marion Girer

Maîtresse de conférences HDR en droit à la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Elle fait partie du Centre de recherche en droit et management des services de santé (CRDMS) et de l'Institut de formation et de recherche sur les organisations sanitaires et sociales (IFROSS). Ses thèmes principaux de recherche concernent les droits des usagers, la responsabilité médicale, la relation de soins et la bioéthique.

Olivier Guillod

Professeur émérite, directeur honoraire de l'Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel (Suisse). Diplômé en droit des universités de Neuchâtel et Harvard, Olivier Guillod a créé en 1993 l'Institut de droit de la santé à Neuchâtel et l'a dirigé jusqu'à sa retraite en 2021. Spécialiste du droit de la santé, il a été membre de la Commission nationale (suisse) d'éthique pour la médecine humaine et membre du Conseil d'administration de l'ONIAM en France. Il a été professeur invité notamment aux universités de Columbia (USA), Otago (NZ), Paris et Aix-Marseille.

Isabelle Hanquart

Docteure en philosophie de l'université Jean-Jaurès Toulouse II, a soutenu sa thèse sur la souffrance chez Nietzsche. Intervenante en éthique médicale. Membre de la commission scientifique du collège national des sage-femmes, a exercé la profession de sage-femme durant vingt-cinq ans.

Éric Henry

Éric Henry est médecin généraliste en Bretagne, région d'Auray. Il est notamment président de l'association *Soins aux professionnels en santé*.

Sophie Joly

Maître de conférences, université de Montpellier, École de Droit de la Santé, UR-UM 206.

Bibliographie :

« L'appréciation de l'intention dans le geste suicidaire lié au travail », *Revue de droit sanitaire et social* (RDSS), mars-avr. 2017, p. 356 et s.

« L'imputabilité du geste suicidaire au travail », *Revue de droit sanitaire et social* (RDSS) septembre-octobre 2017, p. 932 et s.

« Geste suicidaire et accident de service : l'apport du juge administratif », *Revue de droit sanitaire et social* (RDSS), juill.-août 2018, p. 613 et s.

« Le geste suicidaire et la faute inexcusable de l'employeur » (2021), *Médecine et droit*, vol. 2021, Issue 168, Pages 35-44 June 2021.

Depuis 2018, chroniques de jurisprudence « Le geste suicidaire lié au travail », *RDS (Revue droit et santé)*, n° 81, 85, 85, 93, 99, 102.

Olivier Jonquet

Professeur émérite de l'Université de Montpellier (médecine intensive-réanimation) et ancien président de la Commission médicale d'établissement du CHU de Montpellier. Il est Médecin directeur du Centre de soins universitaire.

Haluna Kawashima

Professeur associé, sous-chef d'un projet de recherche international sur la société numérique et l'e-santé, université Keio Global Research Institute (KGRI), Tokyo.

Haïm Korsia

Grand Rabbin de France, membre de l'Institut, ancien Aumônier général israélite des Armées.

Bernhard Kresse

Professeur, doyen, faculté des sciences économiques, université technique de Dortmund, Dortmund. Bernhard Kresse est professeur en droit civil, médical et économique à l'université technique de Dortmund où il dirige le domaine d'études du droit économique et il est doyen de la faculté des sciences économiques. Outre les examens d'État requis en Allemagne, il a obtenu la maîtrise en droit après deux années d'études à l'université de Paris 1. Il a écrit sa thèse de doctorat à l'université de Cologne et sa thèse d'habilitation à l'université de Hagen.

Caroline Lacroix

Maître de conférences HDR en Droit privé et sciences criminelles à l'université Paris-Saclay-Évry-Val-d'Essonne et membre du Centre de recherche Léon Duguit [EA 4107], et membre associé du Centre européen de recherche sur le risque, le Droit des accidents collectifs et des catastrophes (CERDACC [EA 3992]). Responsable de la mention Droit de la santé à l'université Paris-Saclay et du Master 2 Droit de la santé et des bio-technologies, elle participe régulièrement aux sessions de formation continue des magistrats (ENM) et intervient également lors de la formation « Justice et médecine : un dialogue nécessaire » ou celle des experts judiciaires chargés de l'expertise des victimes des actes de terrorisme. Ses recherches portent principalement sur les processus de réparation face aux événements de types catastrophiques, et du rôle et

de la place du droit pénal et du procès pénal face aux risques majeurs ainsi que sur les droits des victimes. Elle est auteure d'une thèse sur la réparation des catastrophes, publiée en 2008 à la LGDJ et de plusieurs articles sur ces thèmes. Elle a récemment publié *Les victimes (d'infractions) et le droit (normes et jurisprudence)*, coll. Le glaive et la balance, Kairos.

Cécile Le Gal Fontès

Professeure et responsable du laboratoire de droit et économie de la santé de la faculté de pharmacie de Montpellier. professeure université de Montpellier, LICEM.

Aiste Lengvenyte

Psychiatre, chef de clinique, urgence et post-urgence psychiatrique, CHU Montpellier, et doctorante, IGF, Université de Montpellier, Cnrs, Inserm, Montpellier, France.

Nicolas Leroy

Professeur d'Histoire du droit à l'université de Nîmes et membre de l'Institut d'histoire du droit (UR-UM 206). Ses domaines de recherche sont l'histoire des sources du droit, principalement au Moyen Âge, et l'histoire de la laïcité.

Arnaud Lucchini

Docteur en droit privé et attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'École de droit social de Montpellier. Ses recherches portent essentiellement sur le droit de la négociation collective, de la protection sociale ainsi que de la santé au travail.

Pauline Marcou

Maître de conférences en Droit privé à l'université de Montpellier, elle est titulaire d'une maîtrise en Histoire de l'art. Passionnée d'histoire comme d'art, Pauline Marcou a été sollicitée lors d'un précédent colloque sur les épidémies.

Jean-Pierre Marguenaud

Agrégé de droit privé et de Sciences criminelles, chercheur à l'Institut de droit européen des droits de l'homme (IDEDH), université de Montpellier. Retraité de l'Enseignement supérieur, mais chercheur en pleine activité au sein de l'Institut de Droit européen des droits de l'homme (IDEDH) de l'université de Montpellier. Spécialiste de Droit européen des droits de l'homme, promoteur passionné du droit animalier notamment à partir de la direction de la *Revue semestrielle de droit animalier*, fondée en 2009, avec Florence Burgat et Jacques Leroy.

Laurent Martrille

Maître de conférence des universités, praticien hospitalier en médecine légale et droit de la santé à la faculté de médecine de Montpellier et au CHU de Montpellier. Concernant son activité universitaire, il est

membre de l'EDPFM (Équipe de Droit pénal et Sciences forensiques de Montpellier). Il est, par ailleurs, membre du conseil scientifique de France Victimes.

Jacques Mateu

Chirurgien plasticien, Montpellier, spécialiste en chirurgie plastique reconstructrice et esthétique, membre enseignant du Collège français de chirurgie plastique reconstructrice et esthétique. Passionné par le vécu des corps, Jacques Mateu organise depuis 2008 à Montpellier les Assises du corps transformé, colloque basé sur la transdisciplinarité. Il est membre de l'Académie des sciences et des lettres de Montpellier.

Volodia Mijuskovic

Doctorant, École de Droit de la Santé, université de Montpellier, UR-UM 206, doctorant en droit, chef de projet Recherche éthique et responsable, Inserm. Le sujet de thèse est consacré à l'étude du droit de la santé en milieu pénitentiaire.

Stéphanie Miot

Gériatre, psychiatre et neurobiologiste. Elle exerce au sein du pôle de gérontologie du CHU de Montpellier, université de Montpellier, Centre Antonin Balmès, depuis 2019 en tant que praticien hospitalo-universitaire, et elle est spécialisée dans l'évaluation gériatrique des personnes en situation de handicap mental, et dans l'évaluation psychiatrique des personnes âgées avec ou sans troubles cognitifs.

Patrick Mistretta

Professeur de Droit privé et sciences criminelles à la faculté de droit de l'université Jean Moulin-Lyon 3. Il est directeur du Centre de droit pénal et du Master droit pénal fondamental. Il est auteur de nombreuses publications en droit pénal médical dont l'ouvrage *Droit pénal médical* aux éditions LGDJ. Il enseigne le droit pénal et le droit médical aux professionnels de la santé ainsi qu'aux étudiants des facultés de droit. »

Manon Odde

Doctorante en Histoire du droit et des institutions, Institut d'Histoire du droit (UR-UM 206), Université de Montpellier.

Romain Porcher

Docteur en droit privé, École de Droit de la Santé, université de Montpellier.

Bruno Py

Professeur de droit privé et sciences criminelles, université de Lorraine, faculté de Droit de Nancy. Ses spécialités sont le droit criminel et le droit médical. IFG-EA 7301. Ses thèmes de recherche sont : le corps, la mort, le sexe, le secret.

Raphaël Reneau

Maître de conférences en droit public à l'université Bretagne Sud, chercheur au Lab-LEX (UR 7480) et chercheur associé au CERSA (UMR 7106), s'intéresse en particulier aux transformations contemporaines de l'État, des modes de gestion de l'action publique, des modes de production normative ou encore des modes de gouvernance.

Jean-Louis Romanens

Docteur en Droit, enseignant chercheur à la Faculté de Droit (CEERDS), au CHU, conférencier au musée Fabre, à Montpellier, directeur général honoraire d'hôpital

Guillaume Rousset

Maître de conférences HDR en droit, université Jean Moulin Lyon 3 (IFROSS/CRDMS).

François Royer

Médecin psychiatre et psychanalyste à Lyon. Après des études de médecine à Lille et un internat de psychiatrie à Lyon, l'auteur a effectué un travail de recherche sur le deuil après suicide à l'Institut de médecine légale de Lyon. Cette recherche a donné lieu à une thèse de doctorat, soutenue à l'université de Lyon en 2000. Puis, devenu praticien hospitalier au service des urgences du CHU Lyon Sud, il a pris en charge de très nombreux patients suicidants. Actuellement, il travaille comme psychiatre et psychanalyste en pratique privée.

Sophie Selusi

Maître de conférences en droit privé, école de droit social de Montpellier, Université de Montpellier.

Bruna de Souza Moulin

Doctorante contractuelle à la faculté de droit et sciences politiques de l'Université de Montpellier. Laboratoire de Droit privé.

Maël Suchon

Doctorant en Histoire du Droit, Institut d'Histoire du Droit, université de Montpellier.

Mathieu Touzeil-Divina

Le professeur, ancien membre élu du Conseil national des Universités, est également très engagé dans la vie associative et scientifique. En 2012, il a fondé un réseau international de chercheurs : le Laboratoire méditerranéen de Droit public (Lm-Dp) et en 2004 le collectif l'Unité du droit. Il enseigne à l'Université Toulouse 1 Capitole le droit administratif, le droit constitutionnel (dont droit parlementaire), les doctrines & droit public (méditerranéen) comparés, les droits de la santé/de la mort et les droits des fonctions publiques & des personnels de santé. Il dirige l'un des axes du laboratoire IMH (axe 5 : transformation(s))

du service public) et codirige le Master (I&II) en Droit de la santé. Il encadre plusieurs doctorants. Ses travaux, qui portaient sur l'histoire du droit administratif et de son enseignement (par le biais d'une étude consacrée au doyen Émile Victor Massena Foucart (1799-1860)), ont été primés par l'Institut de France (2011-2015). Il est directeur et fondateur du *Journal du Droit administratif* (en ligne).

Manuelo Turkiewicz

Interne au département de médecine générale du CHU de Toulouse à l'Université Paul Sabatier, également titulaire d'un master 2 en droit notarial, immobilier et du patrimoine, et officier réserviste au bureau juridique du service de santé des armées. En charge de l'enseignement sur les thématiques droit, éthique et déontologie pour les formations paramédicales, la licence sciences pour la santé, et le master 1 de santé publique à l'université Paul Sabatier. Chargé de mission en santé publique pour les collectivités territoriales.

Jean-Philippe Vauthier

Docteur en droit de l'université de Lorraine et spécialisé en droit pénal et droit de la santé. Il a été ingénieur hospitalier au CHU de Montpellier et juriste assistant au tribunal judiciaire de Cayenne. Depuis le 1^{er} septembre 2021, il est maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'université de Guyane. Il est également chercheur associé à l'institut François Génys (EA 7301). Laboratoire MINEA (EA 7485), Suicide et outre-mer.

Alexis Verhassel

Doctorant au sein de l'Institut d'Histoire du droit (UR-UM 206), Montpellier.

Paul Véron

Maître de conférences à l'université de Nantes et membre du laboratoire Droit et changement social (UMR 6297). Ses travaux s'inscrivent principalement dans le champ du droit de la santé, en particulier la santé mentale et la responsabilité médicale et hospitalière.

Alexandre Viala

Professeur à l'université de Montpellier et directeur du CERCOP.

François Vialla

Docteur en droit privé et sciences criminelles, professeur à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'université de Montpellier. Spécialisé en droit médical et de la santé, il préside le Centre Européen d'Études et de Recherche Droit et Santé. Il dirige l'École de Droit de la Santé (UR-UM 206), la mention Droit de la santé et le master Droit et Gouvernance des établissements de santé de la faculté de droit et science politique de Montpellier. Fondateur et directeur scientifique de la revue *Droit & Santé* (bimestriel, LEH Édition, Bordeaux), ses

travaux portent essentiellement sur le cadre juridique et éthique de la relation de soin, sur le corps humain, sur les frontières de la vie et sur la responsabilité. Il a dirigé les ouvrages collectifs *Les Grandes décisions du Droit médical (LGDJ)* et *Les grands avis du CCNE (LGDJ ; Dir. avec E. Martinez)*. Fondateur, avec le Dr Mateu, des *Assises du corps transformé*, il dirige la collection « À la croisée des regards » (LEH Édition, Bordeaux).

Pascal Vielfaure

Professeur à l'université de Montpellier, Faculté de droit et de science politique. Directeur de l'Institut d'histoire du droit (UR-UM-206). Directeur du master Histoire du droit et des institutions. L'histoire du droit pénal contemporain constitue l'axe de recherche principal des travaux du professeur Vielfaure, avec un investissement spécifique ces dernières années dans deux domaines, l'histoire du droit de la santé et du droit pénal colonial. Il assure actuellement la direction ou la codirection de 14 doctorants.

Jacques Viguiier

Professeur, université Toulouse 1 – Capitole – IDETCOM – F-31000 – EA 785.

